

ACI

bulletin quotidien de l'
**AGENCE CONGOLAISE
D'INFORMATION**

DIRECTION - REDACTION

Rue Thiriet

Téléphone : 23.20

B.P.: 2.144

1968, ANNEE DE LA COMPETITION INTERREGIONALE

LUNDI 2 SEPTEMBRE 1968

S O M M A I R E

- | | |
|---------------------------|-------|
| - La chute du Camp Météo | N. 1 |
| - Le problème nigérian | A. 9 |
| - La crise tchécoslovaque | I. 11 |

Je fume *Brabba*

Siat

"... UN PEUPLE MUR C'EST CELUI QUI EST
DETERMINE LORSQU'IL A PRIS UNE OPTION,
A LA DEFENDRE COUTE QUE COUTE JUSQU'AU
BOUT".

MAI SAMBA-OTIAT

LA CHUTE DU CAMP DE LA METEO

BRAZZAVILLE 2/9 - Le Comité National de la Révolution a tenu le peuple congolais au courant des derniers événements au fur et à mesure de leur évolution .

Nous estimons cependant que certaines précisions ont pu échapper à l'homme de la rue.

Le camp de la Météo autrement dénommé "Biafra" était constitué d'éléments dissidents de la Défense Civile qui, pour des raisons tribales et des avantages financiers certains, ont décidé, avec la complicité et la bénédiction de qui l'on sait, de se rebeller contre le mouvement du 31 juillet, contre le Comité mixte APN-Défense Civile, contre le CNR et son programme de rénovation.

Un mois durant, le CNR a vainement tenté de résoudre par la négociation et la persuasion le problème devenu épineux du camp de la Météo où s'étaient retranchés des éléments incontrôlés de la Défense Civile. Ces derniers avaient été dangereusement équipés grâce aux armes curieusement volatilisées des magasins des Services de Sécurité.

C'est alors qu'il avait été demandé au Chef de l'Etat de faire une déclaration publique, invitant les éléments tribalistes du camp de la Météo à se conformer aux ordres du Chef de Corps et certains hauts fonctionnaires de la police à faire rentrer les armes. Tous les efforts du CNR ont été vains, le Chef de l'Etat n'ayant fait aucune déclaration. Les éléments dissidents ont alors persisté dans leur erreur. Une Commission de réconciliation, composée d'éléments des camps Lénine et Sacrifice, a vainement tenté de ramener à la raison les frères égarés de la Défense Civile. Bien au contraire, ces derniers ont menacé de mort le responsable du haut Commandement du Corps National de la Défense Civile.

Le C.N.R. a alors décidé d'en venir à bout de ces rebelles qui constituaient déjà un grave danger pour la sécurité du peuple. Le samedi 31 août au matin, une opération intelligemment et courageusement menée par les militaires de l'APN a mis un terme à la résistance des "Biafrais" congolais, à la grande satisfaction des congolais de la capitale et de l'intérieur du pays. Le C.N.R. n'avait pas le choix.

LA CHUTE DU CAMP DE LA METEO...(deux)

Slogan du C.N.R. contre les revanchards

Peuple congolais, nous devons éviter tous les actes qui, au lieu de renforcer la sécurité du peuple, peuvent inquiéter ce dernier. Dans notre action, nous devons éviter des règlements de comptes personnels. N'accusez pas injustement un frère innocent.

Ne maltraitez pas un frère qui a commis un acte coupable. Traitez-le avec tout le respect dû à la personne humaine.

Devant certaines exactions, gardez votre calme et votre confiance dans le Parti. Nous devons assurer la sécurité du peuple en nous conformant aux mots d'ordre du C.N.R. : UNITE NATIONALE, DEMOCRATIE NATIONALE et PAIX.

L'APN, la Défense Civile et les Forces progressistes sous la direction du CNR demandent au peuple de garder son calme.

Les mesures sont prises pour assurer à tous la paix et pour oeuvrer dans le sens de l'Unité Nationale.

Nous devons être vigilants car tous les actes anarchiques et de banditisme, tous les actes malins destinés à noyer la Révolution seront réprimés.

Interview du Capitaine Marien NGOUABI

Les informations qui précèdent ne laissent plus planer aucun doute sur la physionomie politico-sociale du pays; physionomie essentiellement caractérisée chez les masses par un "panache" de satisfaction, d'inquiétude et même de crainte.

Satisfaction parce que la présence au Camp Météo, baptisé "Diafra" des éléments dissidents de la Défense Civile laissaient présager un appartement armé.

Inquiétude et crainte parce que après la victoire l'on redoutait une incontrôlable mutation du sentiment de légitime fierté des militaires en des actes de vandalisme de nature à grossir les rangs des éventuels mécontents. En effet, dans l'euphorie de la victoire, et si le Capitaine NGOUABI n'était heureusement intervenu à temps, les militaires n'étaient pas loin de céder à des manifestations voisines de la crapulerie déjà reprochée à nos jeunes. C'est pour expliquer cette situation

.../...

LA CHUTE DU CAMP DE LA METEO...(trois)

que le Capitaine NGOUABI s'est prêté à une interview de notre consœur "La Voix de la Révolution Congolaise".

- Prié de dire ses vues autour de l'évolution de la situation après la réduction de l'aile secessionniste, notamment en ce qui concerne le comportement des militaires dans la cité, le Capitaine NGOUABI a indiqué essentiellement qu'il était touché par la portée des événements.

Pour serrer les freins aux forces de l'ordre qui ont failli se laisser séduire par quelques dénonciations inconsidérées, un communiqué a conseillé aux militaires d'observer plus de prudence et de fidélité aux directoires du C.N.R., a notamment indiqué le Capitaine NGOUABI qui a encore déploré la persistance des actes négatifs. Aux termes d'un autre communiqué, ordre a été donné à tous les militaires de réintégrer les casernes où ils ont été consignés jusqu'à nouvel ordre. Les cadres militaires et de la Défense Civile ont été convoqués pour dégager une ligne d'action plus civique et tout à fait respectueuse des intérêts des masses brazzavilloises, et tenter d'obtenir un contrôle plus efficace des officiers sur la troupe.

Le Capitaine NGOUABI a alors précisé que tout ce qui s'opère jusqu'à présent, tant en politique que dans l'Armée, n'est pas à l'encontre ni d'un individu, ni à plus juste raison, d'un groupe déterminé des individus. Il s'agit, a-t-il souligné, de redonner plus de viabilité aux institutions, de raviver le sentiment de sécurité chez les masses. L'Armée a vocation de protéger et non d'effrayer. C'est conformément à cette vocation que, sans effusion de sang, l'Armée Populaire Nationale a réussi à mettre hors d'état de nuire une portion égarée de la Défense Civile. Et c'est faute d'une solution politique tant souhaitée que cette extrémité a-t-elle été atteinte.

Il ne faut pas, a dit en substance le Commandant en Chef, que la nouvelle situation se présente à certains comme un terrain favorable aux "règléments de compte". C'est pourquoi les fouilles chez les citoyens présumés suspects doivent s'opérer dans la dignité laquelle semble reflète notre maturité. Le Capitaine NGOUABI a, à propos, exprimé son optimisme quant à l'efficacité des mesures destinées à réprimer toutes les exactions.

A propos des rumeurs selon lesquelles la Défense Civile serait dissoute, le Capitaine NGOUABI a simplement apporté une rectification. Il s'agit a-t-il indiqué, d'intégration plutôt que de dissolution. Puis le Commandant en Chef a mis l'opinion en garde contre les interprétations volontairement nocives de certains citoyens.

.../...

LA CHUTE DU CAMP DE LA METEO... (quatre)

A la question de savoir si son action, du point de vue politique, est orientée à droite, le Président du C.N.R. a exprimé sa foi dans les vertus du socialisme.: "Pour les pays sous-développés, je ne vois aucune issue en dehors du socialisme, a-t-il souligné après avoir dit que sa qualité de militaire l'oblige à assurer la sécurité nationale, que ce sont les événements qui ont donné un caractère politique à son action. Il a rappelé la tension politique que traduisaient des arrestations arbitraires".

A ce propos, il a rappelé que son arrestation est à la base du soulèvement militaire. Quant à l'Armée, il suffit de savoir qu'elle a accueilli de gaieté de coeur la dénomination "Armée Populaire" pour se rendre compte de son adhésion au socialisme a encore dit le Capitaine NGOUABI avant de préciser que "c'est moins la révolution qui est concernée que les hommes". En effet, le socialisme, faute d'une rationnelle application, semble avoir laissé un "arrière-goût amer". Il faut, pour le réhabiliter, s'atteler à un travail d'éducatif des masses, éducation par l'information, l'explication et autres moyens.

Déclaration du CNR après les récents événements

BRASSAVALLE 2/9 - Après les tristes événements qu'a connus la capitale pendant près de 48 heures, le Conseil National de la Révolution, organe suprême de l'Etat en fait le récit exact :

Voici sa déclaration :

"Les incidents sont dûs à des coups de feu lâchés vendredi matin à 12h00 sur une patrouille mixte APN-Défense Civile, qui évoluait vers le Pont du Djoué, faisant des blessés dont un soldat de la Défense Civile et parmi des militaires, un officier.

Après cet incident, les forces régulières ont décidé de cerner le camp de la Météo, afin d'obtenir des citoyens égarés la déposition de leurs armes sur appel du Chef de l'Etat.

A l'approche des forces régulières, les citoyens égarés, une fois de plus, ont ouvert le feu. C'est là l'origine des événements regrettables, que nous venons de vivre.

Nous invitons ceux des camarades qui se sont enfuis avec les armes et ceux qui les détiennent, à les rendre aux forces de l'ordre.

Quant à la population habitant le quartier de la Météo, elle est invitée à regagner le quartier; le calme étant revenu depuis samedi matin.

Frères et soeurs, telle est la version réelle des événements. Gardez votre calme, nous combattons pour un seul peuple, un seul parti, un seul idéal, un seul combat.

A.C.I. - 2/9/68 - NOUVELLES NATIONALES - N. 5

A.C.I. - 2/9/68 - NOUVELLES NATIONALES - N. 2

LE CNR ET LES MILITANTS DE L'UGEEC

~~Le 2/9/68 ET 2/9/68 - (Sans)~~ Dans le cadre de sa prise de contacts avec les militants des organismes spécialisés du parti, le frère Martin BERI Secrétaire de la propagande du Directoire du CNR s'est entretenu samedi à 17h avec les élèves et étudiants congolais. Au cours de cet entretien le frère MOERRI a éclairé la lanterne des étudiants et élèves sur l'origine de la crise que vient de traverser le pays.

Par ailleurs le responsable du département de la propagande du C.N.R. a abordé en coup de vent la philosophie du nouvel organe suprême de la révolution.

Il convient de rappeler que les jours précédents le frère MOERRI avait eu des entretiens avec les membres de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Santé, les anciens députés et les membres des fédérations du parti et de la JMNK de la capitale. (A.C.I.)

DEPART DU MINISTRE MONDJO POUR ALGER

BRAZZAVILLE 2/9 - Le frère Nicolas MONDJO, Ministre des Affaires Etrangères a quitté la capitale samedi à destination d'Alger via Paris où il représentera le Congo aux travaux préparatoires du sommet de l'OUA.

Il est accompagné des frères Théodore MAVOUNGOU et BOUKOULOU du Ministère des Affaires Etrangères. (A.C.I.)

RETROSPECTIVE

BRAZZAVILLE 2/9- Nous reproduisons en rétrospective un éditorial du CNR et une déclaration du Capitaine NGOUADI, Président du C.N.R. Ces deux textes qui nous ont été remis avec beaucoup de retard gardent néanmoins toute leur importance puisqu'ils traitent de la situation qui prévaut dans notre capitale depuis la création du C.N.R.

Editorial

LA QUESTION DES ARMES EST UN PREALABLE

Camarades militants,
Chers frères et soeurs,

Pourquoi l'affaire des armes disparues de la Police ou détenues

.../...

LA QUESTION DES ARMES EST... (deux)

illégalement est-elle un préalable à tout ? Pourquoi insistons-nous sur le retour de ces armes en lieu sûr ?

Tout d'abord et il faut le dire bien haut, c'est un précédent fâcheux. Désormais tout responsable qui se sentira en faute ou peu sûr de sa place pourra expédier chez lui armes et des caisses de munitions de l'Etat pour organiser sa propre défense et sa sécurité. Cet acte met en cause l'autorité de l'Etat et la sécurité des citoyens, et par conséquent doit être sanctionné.

Le C.N.R. a choisi de parler franchement au peuple congolais et de ne rien lui cacher. Lors de la première réunion du C.N.R. il avait été demandé au Chef de l'Etat, garant de l'unité nationale de lancer un appel à l'unité nationale, de demander aux responsables qui ont emporté les armes de les rendre - car étant donné que ces responsables agissaient ainsi pour le compte du Chef de l'Etat, défendant soi-disant la légalité, nous croyions qu'il était absolument nécessaire pour le Chef de l'Etat de dégager sa responsabilité, d'amener les frères égarés à comprendre leur erreur.

Camarades militants,

Chers frères et soeurs,

Cela fait un mois que nous attendons la déclaration du Chef de l'Etat, un mois que le C.N.R. par des contacts fraternels avec les frères égarés nous n'avons pas pu ramener les armes, ni changer les frères égarés. Malgré les assurances données par le C.N.R. et les actes concrets témoignant de sa volonté d'unité et de paix : aucun résultat.

Certains trouvent que le "Camp de la Météo" est un refuge. Pour nous c'est une menace ; une menace à l'unité de notre pays, une menace à la paix et à la sécurité des citoyens. En effet, pourquoi a-t-on besoin de se réfugier, par qui est-on menacé ? Pourquoi a-t-on peur alors que franchement et spontanément les masses dans l'ensemble, ont approuvé l'action de l'APN, de la DC et des forces vives ? Pourquoi encore la peur alors qu'on pensait enfin respirer mieux, dormir tranquillement, parler librement, s'amuser sans crainte ?

Et bien parce que les intentions de ceux qui ont emporté les armes sont une réelle menace pour le peuple congolais. Il paraît qu'on vit très bien au "Camp de la Météo", qu'on y mange bien, que l'argent coule, le vin aussi, et que certains commerçants considèrent nos frères égarés comme de braves soldats, comme des défenseurs de leur cause, comme la pupille de leur oeil de mercantile et même que les caves et

.../...

LA QUESTION DES ARMES EST...(trois)

le trésor de l'Etat y déversent secrètement bien sûr, mais largement leur contenu.

Les armes détenues illégalement entretiennent un climat de méfiance et de tension qui empêchent le dialogue et l'unité. Voilà pourquoi, pour le C.N.R. la récupération des armes est un préalable.

D'autre part, camarades militants,
chers frères et sœurs,

En dehors du risque d'anarchie contenu dans cette situation, il y a le fait que l'opinion ne peut pas comprendre qu'après CINQ ANS de révolution nous en soyons encore à compromettre notre souveraineté par des actes aussi peu encourageants. Nous ne pouvons pas mettre au point les institutions alors que la démocratie est menacée. Nous ne pouvons pas parler d'unité nationale dans la peur et la tension.

La paix que préconise le C.N.R. est une paix militante, une paix qui permette au congolais de vivre heureux, de construire le pays et de le sortir du sous-développement.

La récupération des armes et le dialogue sont liés et doivent être menés de paire. C'est par cette voie que passe aujourd'hui l'unité nationale.

Dans l'unité, nous pourrons alors repenser les institutions révolutionnaires, construire notre pays et le défendre contre toute adversité, créer les conditions d'une paix durable.

Déclaration du Capitaine NGOUABI, Président du CNR

Peuple congolais,

Le 28 août 1968, le Conseil National de la Révolution a lancé un appel pour que soient remises les armes détenues illégalement par les citoyens incontrôlés aux services de l'ordre, aujourd'hui 29 août 1968, à 18 heures au plus tard.

Devant le silence coupable de nos compatriotes égarés, nous nous sommes vus dans l'obligation de prendre les mesures suivantes :

1/- Les citoyens dont les noms suivent et qui de par leur responsabilité administrative se sont rendus coupables dans la distribution des

.../...

LA QUESTION DES ARMES EST... (quatre)

armes de guerre appartenant à l'Etat et destinées à la défense de l'intégrité territoriale et des intérêts du peuple congolais tout entier, ont été arrêtés :

MATINGOU Bernard, ex-Directeur des Services de Sécurité

MAKOUANGOU, ex-Commissaire Central de Brazzaville

KITADI, Commissaire de Police.

Les services de sécurités sont chargés de poursuivre l'opération car les citoyens ci-après, coupables au même titre que ceux déjà arrêtés, sont encore introuvables :

BINDI Michel, ex-Ministre de l'Intérieur

HOMBESSA André, ex-Ministre de l'Information

MALELA Joseph, Policier en civil

SAMBA Théophile-Albert de la C.S.C.

GOMA-DEBAT Simon

MABOUAKA François, habitant à Bacongo.

Nous demandons à ce sujet le concours de la population.

2/- Le Conseil National de la Révolution donne mandat au Chef de l'Etat, garant de l'unité nationale pour lancer un ultime appel aux citoyens égarés qui risquent par leur comportement de compromettre cette unité qui nous est chère.

3/- Nous tenons à faire remarquer que les citoyens arrêtés ont accepté avoir donné des ordres ou avoir accompli des missions dans le cadre de la distribution des armes de guerre de l'Etat congolais.

Nous prendons les mesures appropriées au fur et à mesure de l'évolution de la situation dans l'intérêt de tous et en informerons le peuple.

Frères, en avant pour la sécurité de tous

l'unité nationale
la démocratie nationale
et la paix. (A.C.I.)

Un Seul Peuple

~~Un Seul Parti~~

Un Seul Idéal

E R R A T A : Page 2. Nouvelles nationales (interview du Capitaine NGOUABI). 2^e paragraphe 3^e ligne : lire affrontement au lieu de : appartement. Page 3. paragraphe 4 : 3^e ligne lire : à plus forte raison, au lieu de : "à plus juste raison". Même page : paragraphe 5 : 4^e ligne : lire "laquelle seule" au lieu de "laquelle semble". (A.C.I.)

LE PROBLEME NIGERIAN

Combats "en dents de scie" autour d'Aba

LAGOS 2/9 - Les forces fédérales nigérianes et biafraises sont engagées dans une bataille en "dents de scie" autour d'Aba, annonce la Radio du Biafra captée à Lagos. La Radio fait état d'un violent combat sur le fleuve Imo dans le bassin d'Aba et affirme que les forces biafraises maintiennent leurs positions dans tous les secteurs.

La Radio du Biafra signale également de nouvelles manifestations anti-britanniques du côté biafrais dans la province d'Umuhia où les manifestants presseraient le leader biafrais Odumegwu OJUKWU de ne participer à aucune nouvelle conversation de paix qui n'aurait pour préalable un cessez-le-feu.

Selon la radio, les manifestants - dont vingt mille femmes - ont condamné l'aide britannique et soviétique au Nigéria et réclame la nationalisation de tous les biens britanniques au Biafra. En revanche les manifestants ont salué l'attitude de la France.

Les bombardements sur le Biafra

Soixante personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées annoncent les autorités biafraises, durant le bombardement par un avion nigérian, de la place du marché de Dwerrinta, petit village situé à environ 45 km de Umuhia.

La plupart des victimes sont des femmes et des enfants, car le bombardement s'est produit alors que le marché battait son plein. Les blessés ont été transportés dans les hôpitaux de la Croix-Rouge des villes environnantes.

Un autre avion nigérian a bombardé Aba, samedi, tuant sept personnes, signale d'autre part une source officielle biafraise. De même, selon cette source, 22 personnes dont huit femmes ont été tuées durant le bombardement d'un hôpital proche de Oguta.

Déclaration du Bureau de Presse Biafrais

Le Gouvernement du Biafra a qualifié de "ridicule et absurde" l'annonce de la BBC (Londres) selon laquelle le Nigéria aurait l'inten-
.../...

LE PROBLEME NIGERIAN... (deux)

tion d'inviter des observateurs pour suivre la "guerre d'extermination" contre le Biafra, a rapporté samedi soir le Bureau de Presse Biafrais (BOP) à Genève.

Ces "observateurs" seraient désignés par la Grande-Bretagne, la Pologne, la Suède et l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Un porte parole du Biafra, rapporte également le Bureau de Presse a déclaré que la désignation anglo-nigériane visent à impliquer dans le conflit des pays tiers et à empêcher l'OUA et l'ONU de prendre des "mesures positives contre le génocide" perpétré au Biafra.

Les Gouvernements scandinaves demandent au Gouvernement nigérian de ne pas entraver les vols de ravitaillement destinés au Biafra

Les Gouvernements des pays nordiques demandent instamment au Gouvernement nigérian de ne pas entraver les vols des avions scandinaves mis à la disposition de la Croix-Rouge pour transporter du ravitaillement au Biafra, a annoncé vendredi à Copenhague le Ministre danois des Affaires Etrangères.

Le Ministre a précisé que le chef de mission danois à Lagos a été averti par le Gouvernement nigérian que ce Gouvernement ne pouvait pas répondre des vols de ravitaillement vers le Biafra que comptent effectuer des avions scandinaves mis à la disposition de la Croix Rouge. En conséquence, les Gouvernements nordiques ont l'intention de répondre au Gouvernement nigérian que les avions sont mis à la disposition de la Croix-Rouge et munis de la marque de la Croix Rouge Internationale et ne peuvent par conséquent pas être considérés comme des avions nationaux. (ACI)

NOUVELLES BREVES

SALISBURY 2/9 - Un nouveau Parti nationaliste africain - le Parti Démocratique a été fondé "pour accélérer la venue d'un Gouvernement de la majorité". Ce parti demandera à la Grande Bretagne de convoquer une conférence constitutionnelle. (A.C.I.)

BANGUI 2/9 - "Le Conseil des Ministres centrafricains, réuni les 28 et 29 août a décidé sur la proposition du Général BOKASSA, Président de la République de mettre fin à la mesure d'interdiction d'envoi d'étudiants en France", "en vue de permettre notamment à la dernière promotion de bacheliers centrafricains de poursuivre ses études à l'extérieur dans les meilleures conditions possibles". (A.C.I.)

LA CRISE TCHECOSLOVAQUE

Les radios tchécoslovaques et l'évolution de la situation

PARIS 2/9 - "Depuis onze jours, notre pays est occupé par des armées étrangères, qui décident, ordonnent tout, Mais les habitants les ignorent, s'occupent de leur famille, de leur travail, d'eux-mêmes annonce "Radio-Tchécoslovaquie un" captée à Paris.

"Les magasins s'ouvrent poursuit Radio-Tchécoslovaquie un, la capitale ne manque ni de pain, ni de lait, ni de beurre. Le soir, on est autorisé à sortir, mais il y a peu de circulation".

"Prague est devenue une ville triste mais vaillante", conclut cette radio.

De son côté, radio Bohème Centrale, signale que les dégâts causés par les récents événements seront au moins partiellement remboursés, par l'Etat tchécoslovaque et les parents des victimes recevront une pension.

D'autre part, la Radio Bohème Centrale, captée à Vienne, annonce que le comité tchécoslovaque des combattants pour la paix a publié un communiqué faisant appel à toutes les forces pacifistes, au Conseil Mondial de la Paix et aux titulaires du Prix Lenine de la Paix, afin qu'ils prennent au sujet des événements en Tchécoslovaquie une position officielle répondant aux objectifs du mouvement de la paix et de l'opinion progressiste mondiale.

Nouveau Ministre de l'Intérieur tchécoslovaque.

M. Jean PELNAR, ancien Secrétaire Général du Comité Central de Bohème Centrale, est nommé Ministre de l'Intérieur par décret du Président de la République, annonce-t-on officiellement.

Il remplace à ce poste M. Joseph PAVEL, qui avait présenté sa démission. M. Jean PELNAR était Président du Comité régional de la Chome de l'Ouest. Considéré comme conservateur, jusqu'en 1967, M. PELNAR s'est rangé nettement aux côtés de M. Alexandre DUBCEK après la session d'avril dernier du Comité Central du parti communiste tchécoslovaque.

Le Mali approuve l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Un communiqué du Conseil National de Défense de la Révolution, instance suprême au Mali, publié samedi à l'issue d'une réunion présidée par M. MODIBO KEITA Président de la République, "approuve l'intervention militaire du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie". Par ailleurs le communiqué signale que "le Mali n'assistera pas à la conférence des pays non alignés".

Il se termine par un appel à la vigilance des militants.

.../...

LA CRISE TCHECOSLOVAQUE... (deux)

Explosion à Prague

De nombreuses vitres de l'Agence C.T.K. et d'immeubles voisins ont été endommagées la nuit, dès samedi à dimanche à 4 heures par une forte explosion qui a séoué ce quartier du centre de Prague tout proche de l'avenue Wenceslav. Selon les policiers tchécoslovaques, un des soldats soviétiques chargés de la garde de l'agence de presse ayant trop bu de vouka, a lancé une grenade sur la chaussée.

Trois hebdomadaires tchèques cessent de paraître.

"Literarni Listy", "Reporter" et "Student", les trois hebdomadaires connaissant la plus grande faveur auprès du public tchécoslovaque durant ces derniers mois, ont cessé définitivement leur publication et ne seront pas autorisés à reparaitre, apprend-on de bonne source.

"Literarni Listi" hebdomadaire de l'union des écrivains dont le tirage avoisinait 100.000 exemplaires, se présentait comme le porte parole de l'intelligentsia et le défenseur des idées du "socialisme démocratique". C'est cet organe qui diffusa notamment le fameux manifeste de "2 000 mots" qui eut un énorme retentissement. C'est lui aussi qui lança l'idée d'un referendum par signatures pour le soutien de l'équipe dirigeante avant la conférence de Cierna.

"Reporter" hebdomadaire de l'union des journalistes, apportait lui aussi un appel inconditionnel à l'équipe DUBCEK et lançait de violentes diatribes contre les "conservateurs".

"Student" était l'organe de l'union des étudiants.

Une opinion chinoise sur les événements de Tchécoslovaquie.

M. WU TEH, Vice-Président du Comité Municipal Révolutionnaire de Pékin, a prononcé dimanche dans la capitale chinoise à l'occasion du 23-ème anniversaire de la République Démocratique du Vietnam, un discours durant lequel, évoquant les événements en Tchécoslovaquie, il a attaqué violemment les dirigeants soviétiques, et pris la défense du "peuple révolutionnaire tchécoslovaque".

M. WU TEH a dit notamment : "Par son agression armée contre la Tchécoslovaquie et ses tentatives de dominer ce petit pays sous le prétexte de défendre les acquisitions du socialisme, les dirigeants soviétiques ont agi tout comme l'impérialisme américain qui a envahi le Vietnam sous le prétexte de défendre la liberté. L'action des dirigeants soviétiques est le résultat des contradictions aggravées entre l'impérialisme américain et les dirigeants soviétiques dans leurs prétentions aux sphères d'influence en Europe Orientale et de leur collusion pour rediviser le monde".

LA CRISE TCHECOSLOVAQUE... (trois)

Le département d'Etat et l'occupation militaire en Tchécoslovaquie.

Voici le texte d'une déclaration faite samedi par le porte parole du département d'Etat à l'issue de la réunion extraordinaire des Ambassadeurs des pays membres de l'OTAN à Washington.

"L'entrée des forces du Pacte de Varrvie en Tchécoslovaquie et la poursuite de leur occupation de ce pays a manifestement affecté la situation militaire en Europe.

"Le statut quo a été modifié. Il y a actuellement plus de troupes soviétiques en Europe centrale qu'à aucun moment depuis la fin de la guerre.

"L'occupation militaire de la Tchécoslovaquie place les forces soviétiques dans un pays où elles ne se trouvaient plus depuis la deuxième guerre mondiale. Il n'y a aucune assurance pour l'instant que les forces du Pacte de Varsovie reprendront sous peu les positions qu'elles avaient il y a six mois.

"Le changement du rapport des forces militaires occidentales et orientales en Europe intéresse la sécurité des Etats-Unis et de ses alliés.

"A la lumière de ces événements nous passons en revue avec nos alliés quelles peuvent être les conséquences pour les accords existants afin de pourvoir à notre sécurité commune.

M. BARTCH a ajouté que cet examen sera effectué par l'entremise de l'OTAN.

Selon des sources américaines informées mais ne dépendant pas du département d'Etat, il y aurait environ 250.000 soldats soviétiques en Tchécoslovaquie. Le nombre des troupes de l'OTAN se trouvant du côté occidental n'est pas précisé et l'on ne s'attend pas, selon ces sources, à l'accroissement des forces américaines en Allemagne où se trouvent 210.000 soldats des Etats-Unis. (A.C.I.)

UNE DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE.

LONDRES 2/9 - "Nous fixerons le chiffre global des contingents d'exportation pour l'année caféière 1968-69 dès le début de la semaine prochaine a déclaré vendredi soir le Président du Conseil International du Café, le Professeur M.A. CORDERA (Mexique) à l'issue de la brève réunion du C.I.C. qui s'était tenue samedi après-midi.

.../...

UNE DECLARATION DU PRESIDENT... (deux)

Pour accélérer les travaux, les groupes qui s'étaient jusqu'à présent occupés séparément des contingents et de la sélectivité; fusionneront dès samedi, a ajouté le Président. Pour établir le contingent global le Secrétariat de l'O.I.C. se fonde sur des données techniques a encore indiqué le Président. Cette remarque, estiment les observateurs, montre que l'organisation est fermement décidée à lutter contre toute politisation du débat qui s'est ouvert au sujet des contingents.

La menace de grève des dockers qui pèse sur le port de New-York et qui est prévue pour le premier octobre est l'un des facteurs qui rendent plus difficile l'appréciation du volume de café qu'absorbera le commerce mondial au cours de la prochaine année caféière, a également noté M. CORDERA. On ignore en effet l'importance des stocks que peut constituer dès à présent le commerce des Etats-Unis pour parer à l'éventualité de la grève et il faut également compter avec le mouvement des baisses que l'existence de ces stocks pourrait ultérieurement provoquer.

La prochaine séance plénière du C.I.C. a été fixée à mardi, 3 septembre. (A.C.I.)

REORGANISATION DE LA F.A.O.

ROME 2/9 - Un projet de réorganisation de la F.A.O. (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) vient d'être présenté à la presse. Il prévoit une simplification des rouages administratifs, un plus grand réalisme dans l'élaboration des plans et une responsabilité accrue du personnel travaillant sur le terrain.

L'action de la FAO doit être réorganisée à cinq niveaux, estime la commission :

- Direction : Elle doit résulter d'un travail d'équipe entre le Directeur Général et les hauts fonctionnaires de la F.A.O.

- Planification : Le réalisme doit présider aux choix des projets afin qu'ils donnent un maximum de résultats dans les moindres délais et qu'ils répondent effectivement aux besoins et aux possibilités du pays intéressé.

- L'élaboration des programmes sera confiée à un nouveau département du développement. Une division des services régionaux évaluera les programmes proposés et tiendra un "dossier de surveillance" sur le déroulement de chaque projet. Un centre d'investissements se préoccupera de l'obtention des fonds. Enfin, le programme de coopération FAO-Industries sera rattaché au département du développement.

- L'exécution des projets sera assurée par trois départements économique et social, agriculture, pêches, et une division "forêts".

REORGANISATION.... (deux)

- Le soutien des projets continuera d'être assuré par le département de l'administration et des finances.

Quant au travail sur le terrain il verra l'importance du Directeur du projet considérablement accrue. Celui-ci participera notamment à la planification du programme et à la désignation de son personnel.

Le projet de réorganisation sera soumis au Conseil de la F.A.O. qui se réunira en octobre prochain à Rome. (A.C.I.)

NOUVELLES DE L'ETRANGER. E. 15

SITUATION CONFUSE A SANAA

LE CAIRE 2/9 - La situation est confuse à Sanaa, où le gouvernement républicain tente depuis quelques jours de reprimer la tentative de coup d'Etat.

La Radio de Sanaa a annoncé, dans un bref communiqué, que la tentative de coup d'Etat militaire pour renverser le régime au pouvoir a échoué et qu'un nombre d'officiers supérieurs qui appuyaient le Colonel ABDALLAH ABDEL RAKIB, ancien Chef d'Etat-Major de l'Armée, ont été arrêtés. (A.C.I.)

PAS D'ELECTIONS GENERALES EN GRECE APRES LE REFERENDUM

SALONIQUE 2/9 - Des élections générales ne suivront pas le referendum constitutionnel du 29 septembre prochain, a notamment déclaré samedi soir le Premier Ministre M. Georges PAPADOPOULOS, dans un discours prononcé à Salonique.

"La révolution du 21 avril, a précisé le Premier Ministre, doit d'abord atteindre tous ses buts et ce n'est pas possible dans un régime parlementaire, même si le gouvernement jouit de la majorité absolue à la Chambre". d'autre part, M. PAPADOPOULOS a annoncé que tous les anciens hommes politiques actuellement détenus seraient libérés avant le referendum "afin, dit-il, qu'ils puissent voter, s'ils l'osent, contre la réforme de la constitution qu'ils prétendaient désirer". (A.C.I.)

MISE EN GARDE DE M. HOOVER CONTRE LE "TERRORISME REVOLUTIONNAIRE QUI ENVAHIT
LES CAMPUS"

WASHINGTON 2/9 - Le Directeur du F.B.I. M. Edgar HOOVER a dans le dernier bulletin de cet organisme, prévenue les directeurs des universités américains de l'existence d'un plan "d'attaques générales à l'intérieur des institutions d'enseignement à l'automne prochain", mis au point par les groupements de la Nouvelle Gauche.

Les éducateurs, les autorités locales et les représentants de l'ordre doivent se garder d'ignorer ces mouvements ou de prendre à la légère la vague de "terrorisme révolutionnaire qui envahit les camps", a poursuivi M. HOOVER. "Encouragés par leur succès de columbia (à New-York), les anarchistes de la Nouvelle Gauche ne se cachent pas pour proclamer qu'ils veulent créer d'autres columbia", a conclu le Directeur du F.B.I. qui a accusé les jeunes "extremistes", de vouloir, sous prétexte de liberté de parole, rechercher "la confrontation avec les autorités pour provoquer le désordre". (A.C.I.)

UN PHARMACIEN ESPAGNOL AURAIT DECOUVERT UN MOYEN PRECIS DE DETECTER
LES CANCERS

MURCIE 2/9 - Un pharmacien de Murcie M. PEDRO MECA CASCALES, assure avoir découvert un moyen précis de détection du cancer faisant appel à un procédé biologique.

M. MECA a déclaré avoir déjà décortiqué des tumeurs cancéreuses sur des sujets opérés par la suite, l'intervention prouvant la véracité de son diagnostic. Il entreprend actuellement d'apporter la preuve irréfutable du succès de sa découverte, refusant de donner plus de détails. (A.C.I.)

ERRATA